

Liberté et socialisme – allons-y!

Suggestions émancipatoires pour le nouveau Parti de Gauche par Katja Kipping, Julia Bonk et Caren Lay

Il est temps de mettre sur papier nos idées pour une Gauche émancipatoire. Nous voulons nous mêler de cette façon dans le débat sur l'orientation du nouveau Parti de Gauche. Ce processus de nouvelle formation prend place devant l'arrière fonds de confrontations sociales concrètes qui sont accompagnés par une discussion de valeurs sur le terrain idéologiques. Dans ce contexte, il appartient que sous le nom de réformes dans les dernières années, la démolition sociale, le dumping salarial, la privatisation de la propriété publique et la redistribution du bas vers le haut ont été forcés. Dans ce contexte, il est important aussi, qu'avec le cri pour la liberté apparente et la responsabilité individuelle, la désolidarisation et la privatisation de risques individuels ont été poussées en avant. Et il faut dire, que par ces risques, surtout ceux ont été concernés, qui sont opprimé par la liberté des forts. Contre ce développement nous voulons mettre un contrepoint de Gauche. Il est clair : le processus de se trouver de la Nouvelle Gauche est un pas important lors duquel l'on peut exercer de l'influence sur ces confrontations. Dans ce contexte, il n'y peut y être question non seulement de défendre le statut quo d'une manière défensive. Il s'agit plutôt de développer des alternatives de gauche pour la société. Nous voulons entrer dans ce processus de recréation du parti des approches de pensée émancipatoire, qui sont déjà des composants essentiels du programme du Parti de Gauche.

Il nous faut établir la liberté et l'autodétermination aussi bien que la solidarité en tant que motifs fondamentaux d'une politique de gauche. De cette manière notre compréhension de la liberté se distingue fondamentalement de l'image caricaturale de la liberté que les lobbyistes économiques et leurs adhérents croyants dessinent en politique. Pour nous la liberté ne signifie pas la liberté des plus forts d'exploiter les plus faibles. La liberté et l'autodétermination ne sont pas ou guère réalisable sans sécurité sociale. Le libre épanouissement de chacun et de chacune a besoin de droits universels sociaux et de participation. De ce point de vue nous voulons changer les relations économiques de pouvoir existantes – et d'une façon fondamentale. La Nouvelle Gauche doit lutter donc aussi bien pour la capacité commune de disposition sur les moyens de production que pour le pouvoir de disposition sur la propre vie. L'approche de base et le but de notre pensée émancipatoire sont la liberté de la répression et la liberté de pouvoir soi-même élire et arranger un projet de vie. Cette idée nous voulons la contribuer à toutes les échelles et dans tous les domaines de la politique.

Quand nous adoptons la notion de « Gauche émancipatoire », il n'y est pas question d'un groupe, que l'on joint en souscrivant ou un courant additionnel, qui doit continuer le conflit entre apparents « réalistes » et « fondamentalistes » – un conflit, le long des lignes duquel de toute façon nous nous ne retrouvons pas et que nous considérons d'ailleurs comme dépassé. Il est question plutôt d'une base commune pour un parti pluriel et de gauche. Une base commune est nécessaire pour ne pas laisser déboucher la différence dans le n'importe quoi et la destruction du soi. Une telle base ne peut venir que de ce qui est généralement reconnu. Le programme du Parti de Gauche doit faire une contribution essentielle à l'orientation substantielle de la Nouvelle Gauche.

Une Gauche Émancipatoire doit, si elle se prend au sérieux, non seulement annoncer ses bases théorétiques. Elle doit appliquer ses principes dans la solution de problèmes concrets. La politique émancipatoire vise au monde concret, mais elle a le courage de penser un autre monde et de travailler en direction de celui-ci avec des projets de transformation. L'unité entre proteste, action politique créatrice dans le monde réel et alternatives allant au-delà du capitalisme est une nécessité déjà décrite dans le « triangle stratégique ».

Une Gauche émancipatoire dans ses méthodes ne peut pas dévier de ses valeurs comme il est déjà constaté dans le programme du Parti de Gauche. Personne ne peut être émancipé par d'autres, ceci ne peut se faire que par chacun soi-même/nous tous ensemble. La politique émancipatoire doit rendre cela possible.

L'État et la politique doivent rester capable d'action dans le sens de l'intérêt public. Pour cette

raison nous luttons pour le maintien et l'élargissement de la provision existentielle publique et contre la privatisation continue de l'approvisionnement existentielle. Au pouvoir des associations d'entrepreneurs, qui veulent faire une marchandise de la vie toute entière, nous opposons une revitalisation du politique.

La question d'une alternative au capitalisme et aux relations de contrainte est adressée de manière différente par les socialistes. Notre réponse n'est pas unanime et elle ne le sera et ne devrait jamais l'être. Un nouveau Parti de Gauche doit reconnaître la pluralité de ses approches et de ses traditions, dont le mouvement ouvrier est une essentielle mais pas la seule. À côté de lui il y existe d'autres mouvements de gauche, qui luttent pour l'émancipation : pour l'émancipation de la discrimination raciste et sexiste, pour l'abolition de la discrimination à cause d'un handicap ou de l'orientation sexuelle, des mouvements qui thématisent des nouvelles questions de justice ou qui, comme l'a fait la Nouvelle Gauche des années 70s, luttent pour la liberté de l'oppression par l'État ou par les autorités. Ces expériences doivent être bien gardées dans une Nouvelle Gauche. Devant cet arrière fonds l'histoire de la Gauche nous met en garde aussi contre des réductions d'économiste, connues sous le nom de piège de la contradiction principale. Nous refusons de décider quelle cause d'un manque de liberté sont les vraies ou les plus importantes.

Mais nous voulons discuter ce qui est le commun dans nos réponses. Pour le Parti de Gauche l'émancipation, compris comme le libre développement de chacun et de chacune en tant que condition du libre développement de tous est une notion clé de sa programmation. L'histoire de Gauche nous oblige pourtant de ne pas accepter cela comme naturel. Malheureusement, au nom d'objectifs socialiste ou communiste, la liberté individuelle est trop souvent considérée comme de second ordre.

Les droits de base, de liberté et de l'homme n'ont pas eu, dans toutes les phases et les courants de la Gauche la place prééminente, qui leur est due – c'est-à-dire une place à égale hauteur d'yeux avec les droits sociaux. Pour nous en tant que socialistes démocratiques, il est clair : La liberté n'est rien, qui peut être remis ou limité dans l'intérêt d'autres but. Nous avons besoin de l'égalité de liberté comme de l'air pour respirer. Elle est le sens de notre politique. Il est la tâche d'une Nouvelle Gauche moderne de réconcilier la liberté et l'égalité au lieu de se faire avoir par l'idéologie insensée que l'une serait plus importante que l'autre. La liberté et l'égalité ne s'excluent pas l'une l'autre, ils se conditionnent mutuellement.

De même la Gauche n'a pas de prétention d'être le seul représentant de l'émancipation, aussi le libéralisme de l'âge des lumières, en contraste avec celui du néolibéralisme, disposa de potentiels d'émancipation. Pour cette raison, nous trouvons que c'est juste de parler d'une « Gauche émancipatoire ».

I – Critique de la vie sans liberté

Contre la barbarie capitaliste – critique des relations de pouvoir économiques existantes

L'économie mondiale globalisée produit une richesse immense, jamais autant que aujourd'hui. Et en même temps elle produit la pauvreté et la misère. En 2004, 587 milliardaires disposèrent de 1.9 billions de Dollars. Ceci étaient 500 milliards de Dollar de plus que l'année précédente. La plupart de ces milliardaires sont des US américains, après suivirent les Allemands et les Russes. En Afrique, au sud du Sahara, dans l'année 2005, 30% de la population souffrirent de faim, 39% dont des analphabètes, deux tiers n'ont pas d'accès à des installations sanitaires. Misère et pauvreté dans les trois continents ne sont dans leurs dimensions certainement guère comparable avec la pauvreté en Allemagne ou en UE. Mais aussi au sein des pays riches du nord, les différences économiques s'accroissent. De 2003 à 2005 le produit intérieur brut en RFA a augmenté de 80,6 milliards d'Euros, les revenus des entreprises et dérivés de fortunes dans la même période par 86,7 milliards d'Euro. Les salaires de travailleurs ont baissé par 2,2 milliards d'Euros.

La distribution du bien-être en fonction des relations de pouvoir et de propriété est une des causes centrales pour la prévention d'une vie autodéterminée. D'un côté le déficit en moyens essentiels pour la vie dans les régions les plus pauvres de ce monde rend l'autodétermination et

l'épanouissement secondaire au besoin immédiat de survie. D'autre part aussi dans les pays les plus riches l'accès aux ressources sociales est décisif pour les possibilités réelles de développement.

La contrainte au travail et la crise de la société du travail

Le monde du travail est en train de changer. À cause de la croissance de la productivité de plus en plus de services et de produits sont produits par de moins en moins d'employés. Il semble donc paradoxe : Bien que de plus en plus de gens cherchent désespérément un travail, les représailles contre les chômeurs augmentent de plus en plus. La contrainte d'accepter du travail fonctionne de différentes façons – aussi bien par des répressions administratives que par des sanctions sociales et la stigmatisation et en fait en serrant les vis financières. Nous rejetons toute contrainte de travailler. Le droit et la liberté de pouvoir choisir soi-même son lieu de travail est une des droits fondamentaux de base, que nous devons défendre en tant que gens de gauche. Après tout nous connaissons le caractère aliéné du travail rémunéré sous des conditions capitalistes. L'assurance matérielle est un droit de l'homme. L'État n'a pas le droit de mettre en péril l'existence par une contrainte au travail – par exemple dans le cas de refus d'accepter un boulot à 1 €. Seulement lorsqu'on a le droit de choisir soi-même comment on veut s'occuper pour une grande partie de son temps de vie, l'on a le pouvoir de disposition sur sa propre vie. La contrainte au travail affaiblit en surcroît la position de négociation des employés (potentiels) face aux entreprises. L'homme et la femme individuels ne doivent pas être punis pour le fait que l'économie et la politique ont manqué à utiliser le progrès au profit de tous.

Le chômage dans cette société pour beaucoup représente le problème central, car l'estime mutuel, les contacts sociaux et le sens de la vie pour la majorité sont réalisés surtout par le travail rémunéré. Nous devons prendre au sérieux ces besoins et nous sommes conscients qu'il faut à côté de la distribution plus juste du travail rémunéré exister d'autres formes d'activité et d'attribution de sens. Mais il n'est pas la tâche d'un Gauche moderne de joindre sa voix sans critique au chœur : « Il faut du travail ! ». Il est impossible et ne peut pas être voulu de surmonter la crise de la société de travail fordiste par son rétablissement. Car cela ne correspondrait plus au développement des forces productives. Nous le considérons comme un avantage si le développement des forces productives peut rendre superflu le travail lourd et aliéné. En même temps, ils surgissent des espaces libres pour d'autres sortes d'activités qu'il faut utiliser.

Les systèmes de sécurité sociale jusqu'ici ne sont préparés que d'une façon encore très insuffisante à ce changement de la vie du travail. Ils ont émané des luttes sociales de la société du travail et orientent dans leurs bénéfices sur l'assurance d'employés à travail rémunéré et dans leur financement sur le facteur du travail rémunéré. Pour des femmes sans travail rémunéré cela a déjà toujours été un piège de pauvreté – en vue du chômage de masse, de situations de travail précaires et de biographies de travail interrompues l'accès aux ressources sociales et naturelles pour beaucoup plus de gens, qui ne disposent pas d'entreprises ou de leurs actions, devient précaire en permanence. Et d'autant que la situation des chômeurs est pire, d'autant plus les travailleurs employés sont préparés de tout faire pour sauvegarder leur emploi. De cette façon, le pouvoir des entreprises dans les négociations sur les conditions du travail, la substance du travail et le montant de la rémunération est encore renforcé.

Détermination de normes répressives

L'oppression porte beaucoup de visages. À côté des relations de dépendance économiques aussi des formes de vie ou des normes assumées comme hégémoniques peuvent avoir un effet répressif – au moins face à ces gens, qui ne veulent pas suivre ses conceptions. De cette façon, chaque tentative d'établir certains projets de vie comme les « originaux » et « normaux » sert à la répression d'individus en dessous de la communauté. Bien sûr, ils existent dans la société des différentes espaces de normalité, dans un bistro de gais d'autres choses apparaissent normales que dans une communauté d'église catholique. Bien sûr certaines valeurs exercent une hégémonie plus grande, si bien que d'autres formes de vie et d'amour sont toujours regardé avec une distance dédaigneuse ou, respectivement, sont ouvertement discriminées. Des notions sociales de normalité à notre opinion ne doivent pas être une base non- questionnée d'une politique de Gauche. Au contraire : la critique de la détermination de normes répressives pour nous est un champ important de politique de gauche. Comment les gens, sur la base des droits

généraux de l'homme, et avec le respect de la liberté du dissident en vue organisent leur vie ne regarde l'État en rien. Il n'a pas le droit d'évaluer de différentes conceptions de vie. Seulement quand cela aura été achevé, il y existera la possibilité réelle de choisir librement le propre projet de vie en vue d'amours/prédilections, attitude envers le travail rémunéré, la consommation de substances illégales et autres choses. Dans cela, il n'y est non seulement question de la protection de minorités. Des clichés limitants, de la stigmatisation à cause de pauvreté et l'expérience de la violence, et cela pas en dernier lieu à cause l'introduction de collectifs forcés dans la forme de « communautés de besoins », entre temps concernent de larges parties de la population.

Dans le sens de la liberté individuelle de chacune et chacun la normalisation permanente de certains projets de vie doit être questionné de façon permanente.

Non à l'État autoritaire de sécurité

L'idée de protection de l'État de Loi vise à la protection des citoyen/nes de l'État. Ceci est un principe fondamental de l'État de droit. La politique de sécurité contemporaine tourne cette idée à l'envers. Il semble que l'État doit être protégé contre ces citoyen/nes. Nous faisons l'expérience de la transformation de l'État de loi dans une État d'ordre. En dépit de tous les efforts d'une démocratisation croissante, des éléments autoritaires sont à l'ordre du jour dans l'État et dans la société. Que ce soit à l'école, à l'entreprise ou aux institutions de l'État lui-même : Nous rencontrons des structures sans transparence, des relations de pouvoirs hiérarchiques et de manque de possibilités d'influencer vraiment la politique et les mondes de vie.

Par la accentuation excessive d'une protection nécessaire contre la menace terroriste, l'on a motivé, surtout depuis le 11 septembre 2001, des mesures différentes de politique intérieure qui limitent la liberté des citoyen/nes. Dans l'intérêt d'une apparence de plus de sécurité intérieure, la surveillance téléphonique et l'expulsion ont été facilitées. Le saisissement de dates personnelles biométriques devient réalité de plus en plus souvent, l'emploi de l'armée fédérale afin de pacifier de conflits à l'intérieur est discuté et l'on exprime même la demande d'une réintroduction de la torture. De plus en plus souvent des caméras de surveillance sont installées par des mains publiques et privés et des recensements sont préparés.

La protection de la sphère privée, le droit à l'autodétermination informationnelle et la liberté de violence pourtant sont des parties intégrales d'une constitution démocratique sur laquelle doit être fondée une société démocratique et libre. Des interventions dans la liberté d'actions des citoyennes doivent être proportionnelles à l'activité qu'on pense devoir persécuter et ne doivent jamais être « totales ». Elles doivent appliquer à tous les hommes même s'ils n'ont pas la citoyenneté allemande. Dans la discussion sur plus de sécurité la sauvegarde de la liberté ne doit pas être négligée.

II- Projets centraux de transformation

Bien sûr nous ne changerons pas la société dans une nuit. Mais guidés par le but de garantir liberté individuelle ainsi que solidarité sociale, des projets de transformation peuvent être décrits. En vue du processus de refondation de la Nouvelle Gauche nous voulons accentuer ceux des projets de transformation, qui nous apparaissent centraux, qui ont le potentiel de changer la société ainsi que les relations économiques de pouvoir graduellement et en vue desquels nous voyons un besoin de discussion.

La sécurité sociale est individuelle – départ du modèle du soutien de la famille

L'avenir des systèmes de sécurité sociale, qui sont une condition de base pour la liberté et la démocratie est certainement l'un des champs les plus importants d'une politique de gauche. Nous ne voulons non seulement nous opposer à la démolition sociale mais voyons dans la formulation d'approches alternatives la meilleure stratégie d'opposition.

L'État social ne doit pas être démantelé mais devra être étendu. Et cela à la hauteur du temps. Les systèmes de sécurité sociales ne deviendront capables de se maintenir à l'avenir que lorsqu'ils

assureront tous les citoyen/nes et que s'ils ne sont non seulement financés par les salaires mais d'une façon beaucoup plus significative par la création de valeur ainsi que par la taxation des fortunes et des profits. Ils doivent porter compte à la dissolution de la relation de travail normale.

Donc il ne peut plus être question dans un État social démocratique de la garantie d'existence des travailleurs uniquement en cas de détresse. En vue des ruptures de plus en plus fréquentes dans les biographies de travail, il faudra garantir un niveau minimal de participation à l'âge de la retraite, en cas de maladie ou de chômage. Car un État social démocratique garantira à tous les citoyen/nes les mêmes possibilités indépendamment de leur statut par rapport au travail rémunéré et indépendamment de leur statut d'allemand ou de migrant/es vivant ici. Le critère pour la sécurité sociale est le besoin et le droit à une vie en dignité – et non seulement la durée de la contribution.

Pour cette raison nous luttons pour des systèmes de sécurité sociale qui sont devisés de façon conséquente à partir de l'individu et départent d'un titre juridique individuel. Ceci devrait valoir aussi, comme dans d'autres États européens, pour le droit social, les impôts et le code du travail. Mais jusqu'ici la distribution traditionnelle de rôles entre les genres dans la forme du « soutien de famille » est la base de nos codes sociaux, fiscaux et du droit de travail. Ceci ne représente non seulement une discrimination des femmes, cela n'est plus approprié non plus à la pluralisation actuelle des projets de vie. Une Nouvelle Gauche doit avoir le courage de se congédier de ces vieilles nattes. Elles ne sont plus appropriées à une Gauche moderne. Des formes existantes de la communauté de besoins et de prétentions mutuelles de soutien entre adultes représentent des formes de communalisme forcé, que nous rejetons aussi bien que le subventionnement du mariage de la femme au foyer par le partage du revenu à imposer entre les époux. Des titres individuels juridiques sont modernes. Des dépendances forcées ne le sont plus.

Être actif en liberté – revenu de base et réduction du temps de travail

Comme en vue des progrès industriels et technologiques de moins en moins de gens peuvent poursuivre un travail rémunéré traditionnel, il faut réfléchir à découpler le travail rémunéré et la sécurité existentielle.

De garantir l'accès aux ressources sociales sans répression, sans tutelle bureaucratique et à un niveau aussi haut que possible, sans être forcé de porter sa peau nu sur le marché du travail, implique un changement fondamental du principe de distribution. Pour cette raison il faut au moins une sécurité sociale de base inconditionnelle sans répression et garantissant la participation sociale, sans constatation humiliante de l'état de besoin et sans contrainte au travail où une telle sécurité de base devrait être développée pour devenir un revenu de base inconditionnel. De cette façon l'individu sera en mesure de décider soi-même par quelles activités il voudra se réaliser, bénéficier à la société et gagner son soutien de vie. En plus cela renforcera le pouvoir de négociation de ceux, qui dépendent de vendre leur force de travail.

Une sécurité de base aménagée de telle manière et en perspective un revenu de base inconditionnel encourageront en plus la chance de réaliser politiquement une réduction générale du temps de travail, une demande que nous en tant que gens de Gauche devons poser de façon beaucoup plus offensive. Car tandis que les uns travaillent de plus en plus longtemps pour garantir leur emploi et leur revenu, des parties de plus en plus larges de la population sont barrées de tout accès au travail rémunéré. Celui qui reçoit chaque mois une somme fixe sûre, celui pourrait plus facilement se permettre de travailler moins par semaine ou de s'offrir un an sabbatique. Car où est le sens du progrès technique ou de gains de productivité si ce n'est pas d'avoir plus de temps pour soi-même, pour ses ami/es et sa famille ? Aussi la promotion de formes solidaires et organisées de façon autonome de gérer l'économie, par exemple dans la forme de coopératives, représente un pas important pour achever le pouvoir de disposition commun sur les moyens de production et la démocratisation de l'économie.

Démocratisation que nous avons en vue : Extension des droits de base et de liberté

Pour nous la démocratie ne signifie non seulement l'appui de l'État de droit mais aussi la démocratisation de tous les secteurs de vie, l'économie incluse. En tant que socialistes nous nous battons de façon conséquente pour une amélioration de la position juridique des consommateurs

et consommatrices, des patientes et patients, des écolières et écoliers, des étudiants et étudiantes, des pensionnaires et de tous ceux, qui jusqu'alors n'avaient que des possibilités insuffisantes pour créer leur propre monde de vie.

Nous ne voulons non seulement une extension claire des possibilités de démocratie directe, mais nous voulons assurer le contrôle et la transparence. À cette fin, il faut des droits compréhensifs des gens sur ce qui se passe dans les administrations et dans l'économie. Ceci vaut surtout et précisément pour les entreprises publiques. Parce que nous voulons les renforcer, nous ne devrions qu'accroître leur acceptation par plus de transparence. Fidèles au mot d'ordre « Service publics sous contrôle publics ! », les affaires publiques doivent faire l'objet de débat public.

Chacune et chacun a le droit à une sphère privée. Imposer le droit à une autodétermination informationnelle, donner à tous et à toutes le pouvoir de disposition sur ses propres données – donc de pouvoir décider qui et dans quelle mesure peut avoir accès à ses conditions de vie, aussi bien au plan politique que commercial – pour nous est d'une importance capitale. À présent cela veut dire surtout d'étendre la loi sur la liberté d'information du point de vue substantiel et spatial. Nous demandons son extension aussi à des données levées par les services secrets et voulons contraindre tous les pays fédéraux de réaliser cette loi aussi sur le plan régional. En plus il faut garantir aussi la gratuité de la demande d'information.

Renforcer les droits de l'homme pour nous veut dire de reconnaître et de demander leur indivisibilité. Pour nous – la gauche émancipatoire, les trois éléments : droits classiques – ainsi-dits inaliénables - libéraux et politiques ainsi que des droits politiques et les droits de participation sociales et économiques ne figurent non seulement avec droit égal l'un à côté de l'autre. Au contraire ils se conditionnent les uns les autres.

Éducation – égalitaire et dans le signe de l'autodétermination

L'indépendance est la condition préalable d'une vie autonome. L'éducation doit rendre possible une vie indépendante dans laquelle l'on peut porter la responsabilité pour soi-même. Cette indépendance doit être rendue possible pour tous les gens, indépendamment de leurs origines respectives. Pour cette raison l'éducation est une des questions centrales de la justice et le sera aussi à l'avenir. Nous voulons un système éducatif qui dès le jardin d'enfants ne reproduira pas les distinctions sociales mais ouvre à chacune et à chacun la possibilité d'un développement indépendant. Donc nous voulons un accès égal et gratuit à toutes les institutions d'éducation – pour toute une vie.

Surtout l'école mais aussi les institutions d'éducation continue ne permettent aujourd'hui même pas la préparation à la vie professionnelle qu'elles prétendent offrir. Nous voulons changer cette situation. L'éducation doit permettre une vie indépendante et libre. L'orientation à l'apparence de biographie de travail au centre d'une réforme d'éducation néolibérale ne rend pas justice à cette prétention et la contredit même.

L'acquisition de savoir et d'aptitudes dans des processus d'apprentissage autogérés pour tous les gens doit être le but de l'éducation égalitaire et émancipatoire. À cette fin la compréhension fondamentale des institutions éducatives doit changer : les forces individuelles, les faiblesses et les inclinaisons des individus doivent être placées au centre et pouvoir se développer dans la communauté. Et cela dans un système éducatif fondamentalement intégré : l'éducation égalitaire et émancipatoire a besoin par exemple d'autres formes d'écoles, dans lesquelles l'on peut apprendre plus longtemps en commun. Aussi importants sont des méthodes alternatives d'apprentissage et d'instruction et la possibilité de processus autodéterminés d'apprentissage. Pour cela l'individu doit jouir d'espaces libres. L'individualité dans le sens de l'indépendance ne doit pas être nivelée, mais doit être encouragée. Pour une autre culture de l'école et d'apprentissage il faut des écoles démocratiques, dans lesquelles le chemin commun est développé en commun. Davantage d'espaces libres organisationnels et pédagogiques pour l'instruction individuelle et fondamentalement démocratique sont un pas vers une autre forme des études pour tout le monde.

III- Comment ça marchera

Personne ne peut être émancipé, ceci à la fin est toujours l'affaire de chacune et de chacun/de

nous tous. Mais nous le considérons comme une tâche centrale d'une politique socialiste et émancipatoire d'ouvrir des espaces pour le libre épanouissement de tous. La liberté de chacune et de chacun ne deviendra possible que par la redistribution au niveau de la société toute entière. Une approche politique suivant laquelle l'État règle les modes de vie d'une façon paternaliste « pour » les gens n'est pourtant pas un chemin. Nous misons sur les forces de la société civile, sur la tradition de résistance des mouvements sociaux et le bon vouloir de tout le monde de façonner le monde d'une manière démocratique. Cet entendement se distingue fondamentalement du cri néolibéral d'après plus de « responsabilité individuelle », ce qui ne veut dire rien d'autre que la privatisation de risques sociaux.

Et pas en dernier lieu nous misons aussi sur un parti fort, moderne, démocratique socialiste, qui doit maintenir son caractère en tant que parti à membres et en tant que structure indépendant et politiquement active et en même temps doit offrir de nombreux interfaces ouvertes pour des initiatives, des projets et des hommes engagés et sans parti. Il s'agit d'autant de la capacité d'agir au niveau parlementaire qu'en même temps d'une qualité tout à fait nouvelle de la communication et de l'interaction avec des mouvements sociaux et la société civile.

Quels que soient les changements dans le sens d'une politique socialiste auxquels nous aspirions : Des méthodes d'exclusion, manquant de transparence mais marquées au contraire de domination risquent de mettre en péril toute approche aussi progressive qu'elle soit. Le chemin de la participation d'un aussi grand nombre d'intéressés et de concernés dans le développement de décisions politiques est peut-être difficile mais le seul possible pour une approche politique émancipatoire.

Ce qui vaut pour les conceptions sociales d'un parti de gauche émancipatoire, vaut aussi pour leurs processus internes et internationaux et vaut bien sûr aussi pour le processus de refondation de parti qui a lieu en ce moment. Un parti, dans lequel les négociations ne prendraient pas place à égale hauteur des yeux, ne pourrait pas non plus parler de cette manière à une autre organisation. Pour cela des processus seulement de haut en bas ou même des styles autoritaires de direction sont un danger pour un processus démocratique de refondation de parti. Ce processus sûrement très difficile de la participation compréhensive et à égalité dans ce domaine aussi est un garant décisif du succès du processus de refondation du parti à la fin duquel se trouvera un parti, dans lequel les approches émancipatoires du Parti de Gauche.PDS seront bien gardées.

Nous voulons contribuer nos pensées au sujet d'une politique de gauche émancipatoire dans le processus de refondation du parti. Il fait partie de notre compréhension fondamentale de ne pas placer celles-ci dans l'espace une fois pour toutes. Nous appelons à tous pour lequel/les liberté et égalité ainsi que solidarité sont des éléments centraux de la politique de gauche de se mettre en chemin avec nous dans la confrontation autour de la politique émancipatoire et en route vers une nouvelle gauche. Nous nous en réjouissons.

En partie aussi à cause de l'action de la Gauche partout au monde les gens ont entre temps plus à perdre que leurs chaînes. Mais aujourd'hui il y a plus à gagner que jamais : Un autre monde est après tout non seulement nécessaire mais possible aussi. Rendons notre contribution à cela dans le développement commun d'une NOUVELLE GAUCHE dans ce pays !

Julia Bonk, Katja Kipping, Caren Lay

Traduit par Carla Krüger, le 14 juin 2006

<http://www.transform-network.org/index.php?id=537&L=3> (11.10.2006)